



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél. : 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Contre l'extrême droite Pour imposer un changement de politique Tous.tes dans la rue samedi 15 juin à 14h à République !

Jordan Bardella vient de déclarer que l'abrogation de la réforme Macron des retraites et le retour aux 60 ans n'était plus sa priorité.

Une fois de plus c'est la confirmation que l'extrême droite n'entend pas remettre en cause les politiques au profit des classes dominantes.

Ces deux dernières années au parlement, le RN a voté contre l'augmentation du SMIC à 1 500 € et l'indexation des salaires sur l'inflation, contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune, contre la taxe sur les superprofits et celle sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros, contre le blocage des prix de première nécessité et la gratuité des premiers mètres cube d'eau, contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes.

C'est par l'exonération des cotisations patronales, un nouveau cadeau au patronat et de l'argent en moins pour la sécu, que le RN entend « augmenter les salaires ».

Le RN préconise la fin de droits à une allocation chômage suite à un abandon de poste ou à un refus de CDI après un CDD.

En plus du principe raciste de « préférence nationale » pour l'attribution des logements, l'extrême droite veut réduire le nombre de logement sociaux et supprimer le minimum de 25 % de logements sociaux imposés aux communes.

Comme Macron, le RN veut « réduire les impôts » alors qu'il faut taxer les ultra riches et les grandes entreprises pour reconstruire les services publics et la protection sociale.

Le RN défend des exonérations de donations parentales (de 100 000 € par enfant tous les dix ans) et la baisse les impôts de succession, un cadeau aux familles riches.

Avec la « préférence nationale » le RN veut exclure de l'accès aux droits des étrangers résidant légalement en France, qui y travaillent, y payent des impôts et des cotisations sociales

Le RN veut aussi supprimer la modeste Aide Médicale d'État accordée à des familles étrangères qui sont dans la plus grande précarité.

Cette chasse aux étrangers a pour but de leur mener la vie impossible, de les précariser et d'accentuer la division raciale de la population.

Précariser massivement des salarié.es et des familles ou interdire tout séjour régulier donc fabriquer des sans-papiers c'est permettre au patronat d'avoir une main d'œuvre obligée de tout accepter, des bas salaires comme des conditions de travail indécentes (restauration, bâtiment...).

Le programme du RN prévoit un "moratoire de plusieurs années" sur les "évolutions sociétales". Pour le RN, il s'agit de mettre un terme aux avancées en matière de droits de femmes ou de droits pour les couples de même sexe. Le RN s'est opposé au déblocage d'un milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes. Pour financer les retraites il prône une politique nataliste.

L'extrême-droite n'est pas une alternative aux politiques antisociales de Macron alors que les députés RN ont voté la majorité des lois macronistes. **L'extrême-droite est l'ennemie mortelle des salarié.es, des étranger·ères, des personnes racisées, des femmes, des LGBTQI+, des syndicats et des libertés démocratiques.**

Pour augmenter les salaires et les pensions, pour reconstruire des services-publics partout, pour rebâtir une vraie protection sociale (droit à la retraite à 60 ans...), pour construire des logements sociaux, il n'y a pas d'autre solution que d'imposer une redistribution des richesses, de reprendre aux plus riches.

Salarié.es, chômeur.euses, lycéen.nes, étudiant.es, retraité.es, associations, syndicats, partis progressistes, il faut faire front commun et lutter :

Contre le danger d'extrême-droite

Pour mettre fin aux politiques de casse sociale et démocratique de Macron et imposer un changement radical de politique :

- L'abrogation des réformes Macron (retraite, assurance chômage, immigration...)
- La hausse du point d'indice, du SMIC, des allocations et des pensions de retraite
- La retraite à 60 ans
- Des dizaines de milliers de créations de postes dans les services publics (éducation, santé,...)

**Tous.tes dans la rue ce samedi 15 juin
14 h Place de la République**

**Manifestation régionale à l'appel des syndicats
CFDT, CGT, UNSA, FSU, Solidaires, FO, CNT**